

Esaw-like, prepared to sell our birthright for a mass of pottage. He proposed this resolution, because he did not think it our part to cringe to the Americans, and beg favours from them. They had withdrawn the treaty. Let the first proposition for its renewal come from them. Let us adopt a national policy towards the United States, and they would not, if we went to cringe to them for favours. The Americans had not only endeavoured to ruin our trade, but also to hurt our feelings, by advocating the annexation of these Provinces without reference to our views. What was the true with free trade views, he would now be inclined to say let us adopt what is called the national policy, and have at least free trade among ourselves. As a representative of Ontario he would say put no tax on coal; as a Nova Scotian put no tax on flour. But had there been a duty on American breadstuffs last year, a million and a half of dollars of revenue would have been derived therefrom. And though it might be said this duty was paid by ourselves still we had to support the Government any way, and the duty would have promoted trade among ourselves. Ontario had paid last year \$700,000 for American coal; and a duty on that article would have sent this amount of money to Nova Scotia. He held it, therefore, to be the true policy of Canada to encourage trade between the Provinces; and to meet the Americans, and compete with them in the markets of the world, (hear, hear). These views might not agree with the opinions of his constituent, the member for West Durham, (Blake,) but had he, (Harrison,) been the exponent of that hon. gentleman's opinions, he would not have had a seat in the House (laughter).

Hon. Mr. Connell was opposed to any move in the direction of annexation to the States. He was ready to stand by our flag. The question was what policy should be pursued to enlarge our borders. Manufactures should be fostered. The hon. gentleman continued his remarks for some time, but was inaudible in the gallery.

Hon. Mr. Galt said though not a member of the Government, he would wish it to be distinctly understood that he would not allow reflections on the Administration of which he had been a member, to pass unnoticed. However, on this occasion he thought it better to confine the discussion to the question before the House. Their trade relations with the United States were undoubtedly of the greatest importance to this country. He would have very much preferred that this discussion had not taken place (hear, hear), and

[Mr. Harrison—M. Harrison.]

comme Esau. Il propose cette résolution car il estime que ce n'est pas à nous de nous mettre à genoux et de demander des faveurs aux Américains. Ils se sont retirés du Traité. C'est donc d'eux que doit venir l'initiative de son renouvellement. Adoptons une politique nationale au sujet des États-Unis, mais ne leur demandons pas de faveurs. Les Américains n'ont pas seulement tout fait pour ruiner notre commerce, ils ont également heurté nos sentiments en plaçant pour l'annexion de ces provinces sans tenir compte de notre opinion. En tant qu'avocat du libre-échange il est tenté de prôner l'adoption d'une politique économique nationale afin de réaliser le libre-échange au moins chez nous. S'il devait représenter les intérêts de l'Ontario, il demanderait que le charbon soit exempt de taxes; pour la Nouvelle-Écosse il demanderait que l'on ne taxe pas la farine. Nous aurions gagné un million et demi de dollars l'année dernière si les farines américaines avaient été imposées. On dira que nous avons payé cette taxe, que nous devons de toutes façons aider le Gouvernement et que la taxe aurait pu stimuler le commerce intérieur. L'année dernière, l'Ontario a acheté pour \$700,000 de charbon américain, or cette somme serait allée à la Nouvelle-Écosse si le charbon avait été taxé. Pour cette raison, il pense que le Gouvernement doit d'une part encourager les échanges entre les provinces et d'autre part concurrencer les Américains sur tous les marchés du monde. (Bravos.) Il dit que son opinion est peut-être très éloignée de celle du député de Durham Ouest (M. Blake), mais s'il avait défendu les opinions de ce dernier, il ne siégerait pas aujourd'hui à la Chambre.

L'hon. M. Connell s'élève contre toute tentative d'annexion éventuelle aux États. Il est prêt à défendre notre drapeau. Il faut se demander quelle politique adopter pour étendre nos frontières. L'industrie doit être encouragée. Le député parle encore un moment, mais ses propos sont inaudibles dans la galerie.

L'hon. M. Galt dit que bien que n'étant pas membre du Gouvernement, il affirme qu'il ne permettra pas que des accusations à l'égard de l'Administration dont il a été membre ne soient pas relevées. Toutefois, dans le cas présent il juge préférable de limiter le débat à la question dont la Chambre est saisie. Les relations commerciales avec les États-Unis sont sans aucun doute de la plus grande importance pour ce pays. Il préférerait de beaucoup que ce débat n'ait pas lieu (Bravos), et que le Gouvernement puisse s'occuper de cette